SV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 42.840/4
DU 14 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 17 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant des dispositions relatives à la pension et à l'aménagement de la carrière des militaires du cadre actif", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation générale

Le projet examiné vise à uniformiser l'âge de la mise à la retraite d'office des militaires à cinquante-six ans accomplis, à l'exception des seuls lieutenants généraux et généraux-majors.

L'auteur du projet se fonde, pour ce faire, sur l'article 3 des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, lequel dispose :

"Art. 3. Le Roi a la faculté de mettre à la pension :

A. Les officiers :

1/ (abrogé);

2/ (abrogé);

3/ qui comptent quarante années de service actif et qui en font la demande;

4/ qui ont atteint l'âge de 50 ans accomplis, s'il s'agit d'officiers subalternes et 55 ans accomplis s'il s'agit d'officiers supérieurs et généraux;

5/ qui font partie du cadre de l'aviation militaire et qui ont atteint l'âge de 40 ans s'il s'agit d'officiers subalternes et de 45 ans s'il s'agit d'officiers supérieurs ou généraux;

6/ (abrogé).

Cette pension ne devient définitive qu'au moment où lesdites obligations sont accomplies.

Un arrêté royal fixera annuellement par grade, arme ou service, le nombre d'officiers qui pourront bénéficier de cette disposition.

B. a) Les militaires mentionnés au littera a) du 3/ de l'article 2 :

1/ (abrogé);

2/ qui ont plus de 50 ans accomplis;

3/ qui font partie de l'aviation militaire et ont plus de 40 ans accomplis;

b) les militaires mentionnés au littera b) du 3/ de l'article 2 qui ont plus de 55 ans accomplis et compte quinze années au moins de service actif.

C. Les officiers et militaires en dessous du rang d'officier qui sont contraints de quitter le service pour cause d'inaptitude physique. Si seules des fonctions accessoires sont exercées, la pension ne peut être octroyée qu'après l'accomplissement de dix années de service actif, non compris les majorations prévues au 2e alinéa de l'article 4. Le Roi définit la fonction accessoire au sens de la présente disposition."

L'auteur du projet entend également se fonder sur l'article 115, alinéa 3, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, lequel dispose :

"Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, apporter les modifications nécessaires aux statuts du personnel militaire des forces armées et des membres du corps de Gendarmerie en vue d'aménager les carrières militaires et les cadres à la Défense nationale."

Même si ces habilitations ont, dans le passé, déjà été acceptées par la section de législation du Conseil d'État, l'attention des auteurs du projet est cependant attirée sur ce qu'elles ne peuvent toutefois plus être mises en oeuvre que dans une mesure compatible avec le principe de légalité applicable en matière de fixation des droits et obligations des militaires [(1)]. Cette compatibilité doit, en effet, être appréciée au regard de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage. Dans son arrêt n/ 18/2007 du 25 janvier 2007 [(2)], la Cour a rappelé à cet égard :

> "B.3.1. L'article 182 de la Constitution porte :
>
> «Le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi. Elle règle également l'avancement, les droits et les obligations des militaires.»
>
> La détermination de la manière dont et des conditions auxquelles des cours de perfectionnements peuvent ou doivent être suivis en vue de réussir des épreuves professionnelles relève de la réglementation des droits et obligations des militaires et, partant, du champ d'application de l'article 182 de la Constitution.
>
> B.3.2. En attribuant au pouvoir législatif la compétence de régler les droits et obligations des militaires, le Constituant a voulu éviter que le pouvoir exécutif règle seul la force armée. L'article 182 de la Constitution garantit ainsi que cette matière fera l'objet de décisions prises par une assemblée délibérante démocratiquement élue.
>
> Bien que l'article 182 de la Constitution réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral - lequel doit en régler les éléments essentiels -, il n'exclut pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi. Une délégation conférée au Roi n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur."

Il n'est pas certain que le projet examiné, en ce qu'il uniformise l'âge de la retraite des militaires, et allonge de ce fait la durée de la carrière de certains d'entre eux [(3)], puisse trouver dans les dispositions légales précitées un fondement d'une précision suffisante, au regard de la jurisprudence précitée de la Cour d'arbitrage.

---

(1) En matière de pension, ce principe de légalité est également consacré par l'article 179 de la Constitution.

(2) Prononcé à la suite d'une question préjudicielle posée par la section d'administration du Conseil d'État, quant à la conformité de l'article 26*bis* (inséré par l'article 2 de la loi du 11 juin 1998) de la loi du 1er mars 1958 relative aux statuts des officiers de carrière des Forces armées, à l'article 182 de la Constitution lu en combinaison avec les articles 10 et 11.

(3) Allongement qui fait notamment passer cet âge de 45 à 56 ans, pour les officiers subalternes des cadres actifs du personnel navigant (voir l'article 2, § 1er, 6/, de l'arrêté du Régent du 6 février 1950 relatif à la mise à la retraite des officiers de l'Armée et de la Force aérienne).

L'augmentation de la durée de la carrière de certaines catégories de militaires a, certes, déjà été réalisée, dans un passé proche, par le biais d'arrêtés royaux invoquant les mêmes fondements légaux [4]. Compte tenu du caractère général de la mesure envisagée, la sécurité juridique serait toutefois mieux assurée en la mettant en oeuvre par la voie législative.

Il serait plus sûr que les éléments essentiels en matière de pension militaire, notamment ceux relatifs à la fixation d'un âge uniforme de la mise à la retraite soient l'oeuvre du législateur dans le respect de l'article 182 de la Constitution, par exemple, en modifiant le titre VIII - Des pensions, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées.

Observation particulière

Les articles 11 et 12 du projet visent à remplacer les articles 58*bis*, 3/, et 58*ter*, de la loi du 11 août 1923 précitée, insérés par les articles 203 et 204 de la loi précitée du 28 février 2007, lesquels ne sont pas encore entrés en vigueur [5].

---

[4] Voir notamment l'arrêté royal du 16 avril 1998 modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1969 relatif à la mise à la retraite des militaires au-dessus du rang d'officier, et l'avis 25.473/9, donné le 9 octobre 1996 à son sujet; l'arrêté royal du 13 août 2004 relatif à l'âge de mise à la retraite d'officiers qui exercent certaines fonctions particulières, et l'avis 37.499/4 donné le 13 juillet 2004 à son sujet; ainsi que l'arrêté royal du 28 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 13 août 2004 relatif à l'âge de mise à la retraite d'officiers qui exercent certaines fonctions particulières, et l'avis 38.965/2/V donné le 31 août 2005 à son sujet.

[5] Les articles 11 et 12 du projet ne pourraient en tout état de cause entrer en vigueur qu'après l'entrée en vigueur des articles 203 et 204 de la loi précitée du 28 février 2007, à défaut ce sont ces dernières dispositions qu'il conviendrait de modifier.

Ces dispositions sont actuellement rédigées comme suit :

"Art. 203. Un article 58*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois :

«Art. 58*bis*. Restent soumises aux dispositions des présentes lois telles qu'elles leur étaient applicables la veille de la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, tenant compte des modifications que ces dispositions auraient subies :

[...]

3/ les pensions qui, en application des articles fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres de l'arrêté du Régent du 6 février 1950 relatif à la mise à la retraite des officiers des forces armées, ou de l'arrêté royal du 22 avril 1969 relatif à la mise à la retraite des militaires au-dessous du rang d'officier, sont octroyées aux militaires du cadre actif en service à partir de la date de mise en vigueur de la présente disposition, si cela est plus avantageux;

[...].»"

"Art. 204. Un article 58*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois :

«Art. 58*ter*. Les pensions qui en application des articles fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, de l'arrêté du Régent du 6 février 1950 précité, ou de l'arrêté royal du 22 avril 1969 précité, sont accordées aux militaires du cadre actif en service à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, sont assimilées à des pensions octroyées après une mise à la pension d'office par limite d'âge.»"

L'officier délégué a précisé que les articles examinés ont une portée qui n'excède pas la mise en oeuvre des habilitations prévues par les dispositions qu'ils visent à modifier.

En précisant dans le texte même des articles 58*bis*, 3/ et 58*ter*, de la loi du 11 août 1923 précitée, les articles adoptés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, auxquels renvoient implicitement les dispositions nouvelles de la loi du 11 août 1923, l'auteur du projet entend certes poursuivre un but de simplification louable.

Il doit cependant être rappelé que les principes de séparation des pouvoirs et de hiérarchie des normes s'opposent en principe à ce qu'une disposition légale soit - sauf habilitation spéciale - modifiée par arrêté royal. Les fondements légaux visés au préambule de l'arrêté en projet ne constituant pas de telles habilitations spéciales [6], les articles 11 et 12 du projet seront, par conséquent, omis.

---

[6] Voir dans le même sens l'avis 33.793/2, donné le 30 septembre 2002, sur un projet devenu l'arrêté royal du 5 décembre 2002 portant exécution des articles 10, alinéa 2, et 12, § 3, alinéa 2, de la loi du 30 mars 2001 relative à la pension du personnel des services de police et de leurs ayants droit. Comparez également avec l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, qui habilite expressément le Roi à déroger à la règle générale prévue par le paragraphe 2, alinéa 3, du même article. Voir, pour un cas d'application de cette habilitation spéciale, l'arrêté royal du 10 juillet 2001 relatif à la prise en considération en matière de pension des suppléments de traitement accordés aux magistrats et l'avis 31.504/2, y relatif.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.840/4
VAN 14 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 april 2007 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bepalingen betreffende het pensioen en de aanpassing van de loopbaan van de militairen van het actief kader", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Het voorliggende ontwerp heeft tot doel de leeftijd waarop alle militairen, met uitzondering van de luitenant-generaals en de generaal-majoors, ambtshalve gepensioneerd worden eenvormig te bepalen op de volle leeftijd van zesenvijftig jaar.

De steller van het ontwerp baseert zich daarvoor op artikel 3 van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd op 11 augustus 1923, dat als volgt luidt :

"Art. 3. De Koning kan op pensioen stellen :

A. De officieren :

1/ (opgeheven);

2/ (opgeheven);

3/ met veertig jaar werkelijke dienst, die het aanvragen;

4/ die de leeftijd van volle 50 jaar bereikt hebben, zo er sprake is van lagere officieren, en de leeftijd van volle 55 jaar, wanneer het hoofd- en opperofficieren geldt;

5/ die tot het kader van het militaire vliegwezen behoren en 40 jaar oud zijn, zo het lagere officieren geldt, en 45 jaar, indien het hoofd- of opperofficieren betreft;

6/ (opgeheven).

Dit pensioen wordt maar definitief op het ogenblik dat gezegde verplichtingen vervuld zijn.

Een koninklijk besluit zal jaarlijks, per graad, wapen of dienst, het aantal officieren bepalen die het voordeel van deze bepaling kunnen genieten.

B. a) De bij littera a) van 3/ van artikel 2 vermelde militairen :

1/ (opgeheven);

2/ die meer dan volle 50 jaar oud zijn;

3/ die deel uitmaken van het militaire vliegwezen en meer dan volle 40 jaar oud zijn;

b) de bij littera b) van 3/ van artikel 2 vermelde militairen, die meer dan 55 jaar oud zijn en ten minste vijftien jaar werkelijke dienst hebben.

C. De officieren en de militairen beneden de rang van officier die gedwongen zijn de dienst te verlaten wegens lichamelijke ongeschiktheid. Indien alleen bijbetrekkingen worden uitgeoefend, kan het pensioen wegens ongeschiktheid slechts worden verleend na vervulling van tien jaar werkelijke dienst, de bij het tweede lid van artikel 4 ingestelde vermeerderingen niet begrepen. De Koning bepaalt wat een bijbetrekking in de zin van deze bepaling is."

De steller van het ontwerp wil zich ook baseren op artikel 115, derde lid, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, dat als volgt luidt :

> "De Koning kan, bij in Ministerraad overlegde besluiten, de nodige wijzigingen aan de statuten van het militair personeel der strijdkrachten en van de leden van het Rijkswachtkorps aanbrengen ten einde de militaire loopbanen en de kaders bij Landsverdediging aan te passen."

Hoewel die machtigingen in het verleden reeds door de afdeling wetgeving van de Raad van State zijn aanvaard, worden de stellers van het ontwerp echter erop attent gemaakt dat aan die machtigingen evenwel alleen uitvoering gegeven kan worden voorzover zulks verenigbaar is met het wettelijkheidsbeginsel dat van toepassing is inzake de vaststelling van de rechten en plichten van de militairen [(1)]. Die verenigbaarheid moet immers worden beoordeeld in het licht van de rechtspraak van het Arbitragehof. In zijn arrest nr. 18/2007 van 25 januari 2007 [(2)] heeft het Hof in dat verband het volgende gememoreerd :

> "B.3.1. Artikel 182 van de Grondwet luidt :
>
> «De wet bepaalt op welke wijze het leger wordt aangeworven. Zij regelt eveneens de bevordering, de rechten en de verplichtingen van de militairen».
>
> De bepaling van de wijze waarop en de voorwaarden waaronder vervolmakingscursussen kunnen of moeten worden gevolgd met het oog op het slagen voor beroepsproeven valt onder de regeling van de rechten en verplichtingen van militairen en dus onder het toepassingsgebied van artikel 182 van de Grondwet.

---

(1) Wat het pensioen betreft, is dat wettelijkheidsbeginsel ook vastgelegd in artikel 179 van de Grondwet.

(2) Dat arrest is gewezen naar aanleiding van een prejudiciële vraag van de afdeling Administratie van de Raad van State over de overeenstemming van artikel 26*bis* van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht (ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 11 juni 1998) met artikel 182 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11.

.../...

B.3.2. Door de bevoegdheid inzake de regeling van de rechten en verplichtingen van de militairen aan de wetgevende macht toe te wijzen, heeft de Grondwetgever willen vermijden dat de krijgsmacht zou worden geregeld door de uitvoerende macht alleen. Aldus waarborgt artikel 182 van de Grondwet dat over die aangelegenheid wordt beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Ofschoon artikel 182 van de Grondwet de normatieve bevoegdheid in die aangelegenheid aldus voorbehoudt aan de federale wetgever - die de essentiële elementen ervan moet regelen -, sluit het niet uit dat een beperkte uitvoeringsmacht aan de Koning wordt overgelaten. Een delegatie aan de Koning is niet in strijd met het legaliteitsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgelegd."

Het is niet zeker of het voorliggende ontwerp, in zoverre het de pensioenleeftijd van de militairen eenvormig maakt en daardoor de duur van de loopbaan van sommigen onder hen verlengt [(3)], een voldoende nauwkeurige rechtsgrond kan vinden in de voormelde wetsbepalingen, gelet op de voormelde rechtspraak van het Arbitragehof.

De verlenging van de loopbaan van bepaalde categorieën militairen is weliswaar nog niet zo lang geleden reeds doorgevoerd door middel van koninklijke besluiten waarbij dezelfde rechtsgronden aangevoerd werden [(4)]. Gelet op de algemene aard van de beoogde maatregel zou de rechtszekerheid evenwel beter zijn veiliggesteld als aan die maatregel uitvoering gegeven zou worden door middel van een wet.

---

(3) Een verlenging waardoor die leeftijd inzonderheid wordt opgetrokken van 45 tot 56 jaar voor de lagere officieren van de actieve kaders van het varend personeel (zie artikel 2, § 1, 6/, van het besluit van de Regent van 6 februari 1950 betreffende het op rustpensioen stellen der officieren van het leger en van de luchtmacht).

(4) Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 16 april 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de inrustestelling van de militairen beneden de rang van officier, en advies 25.473/9, dat daarover is gegeven op 9 oktober 1996; het koninklijk besluit van 13 augustus 2004 betreffende de leeftijd van oprustpensioenstelling van officieren die bepaalde bijzondere functies bekleden, en advies 37.499/4 dat daarover gegeven is op 13 juli 2004; alsook het koninklijk besluit van 28 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 2004 betreffende de leeftijd van oprustpensioenstelling van officieren die bepaalde bijzondere functies bekleden, en advies 38.965/2/V dat daarover is gegeven op 31 augustus 2005.

.../...

Het zou veiliger zijn de kernpunten inzake militair pensioen, inzonderheid die welke betrekking hebben op het uniform maken van de pensioenleeftijd, te laten regelen door de wetgever, met inachtneming van artikel 182 van de Grondwet, door bijvoorbeeld Titel VIII - De Pensioenen, van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht te wijzigen.

Bijzondere opmerking

De artikelen 11 en 12 van het ontwerp strekken tot de vervanging van de artikelen 58*bis*, 3*/*, en 58*ter*, van de voornoemde wet van 11 augustus 1923, welke artikelen ingevoegd zijn bij de artikelen 203 en 204 van de voornoemde wet van 28 februari 2007 die nog niet in werking getreden zijn [(5)].

Die bepalingen zijn thans gesteld als volgt :

"Art. 203. In dezelfde wetten wordt een artikel 58*bis* ingevoegd, luidende :

«Art. 58*bis*. Blijven onderworpen aan de bepalingen van deze wetten zoals zij op hen van toepassing waren de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling, rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen zouden hebben ondergaan :

[...]

3*/* de pensioenen die met toepassing van de bij een koninklijk besluit, vastgelegd na overleg in de Ministerraad, bepaalde artikelen van het besluit van de Regent van 6 februari 1950 betreffende de oproepstelling van de officieren van de Krijgsmacht, of van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de inruststelling van de militairen beneden de rang van officier, worden toegekend aan de militairen van het actief kader in dienst vanaf de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling, indien dit voordeliger is;

[...].»"

---

(5) De artikelen 11 en 12 van het ontwerp kunnen hoe dan ook niet eerder in werking treden dan na de inwerkingtreding van de artikelen 203 en 204 van de voornoemde wet van 28 februari 2007 en indien zulks niet mogelijk blijkt, behoren deze laatste bepalingen te worden gewijzigd.

"Art. 204. In dezelfde wetten wordt een artikel 58*ter* ingevoegd, luidende :

«Art. 58*ter*. De pensioenen die met toepassing van de bij een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalde artikelen van voormeld besluit van de Regent van 6 februari 1950, of van voormeld koninklijk besluit van 22 april 1969, worden toegekend aan de militairen van het actief kader in dienst vanaf de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling, worden gelijkgesteld met pensioenen toegekend na een ambtshalve oprusttstelling wegens leeftijdsgrens.»"

De gemachtigde officier heeft gepreciseerd dat de draagwijdte van de onderzochte artikelen niet verder reikt dan de uitvoering van de machtigingen voorgeschreven bij de bepalingen tot wijziging waarvan zij strekken.

Door in de tekst zelf van de artikelen 58*bis*, 3/, en 58*ter*, van de voornoemde wet van 11 augustus 1923 melding te maken van de artikelen die uitgevaardigd zijn bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, en waarnaar impliciet verwezen wordt door de nieuwe bepalingen van de wet van 11 augustus 1923, onderneemt de steller van het ontwerp voorzeker een lovenswaardige poging tot vereenvoudiging.

Er dient evenwel eraan te worden herinnerd dat op basis van de beginselen van de scheiding der machten en van de hiërarchie der normen een wetsbepaling in principe niet - tenzij met een bijzondere machtiging - gewijzigd mag worden bij koninklijk besluit. Aangezien de rechtsgronden die aangevoerd worden in de aanhef van

het ontworpen besluit niet zulke bijzondere machtigingen [6] uitmaken, dienen de artikelen 11 en 12 van het ontwerp bijgevolg te vervallen.

---

[6] Zie in diezelfde zin advies 33.793/2, gegeven op 30 september 2002, over en ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 5 december 2002 tot uitvoering van de artikelen 10, tweede lid, en 12, § 3, tweede lid, van de wet van 30 maart 2001 betreffende het pensioen van het personeel van de politiediensten en hun rechthebbenden. Vergelijk eveneens met artikel 8, § 2, vierde lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, waarbij de Koning uitdrukkelijk gemachtigd wordt om af te wijken van de algemene regel waarin voorzien wordt door paragraaf 2, derde lid, van hetzelfde artikel. Zie voor een geval waarbij die bijzondere machtiging wordt toegepast het koninklijk besluit van 10 juli 2001 betreffende het in aanmerking nemen voor het pensioen van weddenbijslagen toegekend aan magistraten en advies 31.504/2 dat daarop betrekking heeft.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE